

# LE TEMPS

L'INVITÉE

## Le schisme croît entre l'Etat suisse et les citoyens

On aimerait voir émerger à temps une opposition politique préservant le citoyen d'un système porteur de germes de révoltes populaires

Liliane Held-Khawam\*  
Publié mardi 5 juin 2012 à 22:45

\* Fondatrice de Pro Mind Consulting

La Suisse continue d'aligner des chiffres révélant une santé économique éclatante avec un chômage en baisse, un excédent en 2011 de 1,9 milliard, une compétitivité au top. Ce petit pays se place en 4<sup>e</sup> position des pays munis du plus gros PIB par habitant, avec les ressources naturelles du Qatar (2<sup>e</sup>) et de la Norvège (3<sup>e</sup>) en moins. Le modèle helvétique est un exemple de succès planétaire propulsé par une démocratie directe, à laquelle il doit probablement une bonne partie du secret de sa réussite. Ce modèle valorise le citoyen qui s'implique dans la marche du pays.

Pourtant, une série de décisions, projets et lois initiés par certains dirigeants suisses, mise bout à bout, modifie en profondeur et durablement le paysage économique, financier, voire territorial sans validation populaire! Si les exemples sont nombreux, nous n'en retiendrons que quelques-uns. Le premier est celui de la libéralisation de la BNS en 2003 qui lui donne des pouvoirs incroyables, la plaçant hors d'atteinte de la souveraineté du peuple. Cette liberté lui a permis d'offrir sa propre indépendance à la BCE et, partant, de soutenir un système moribond et des pays en faillite sans contrepartie, avec un risk-management qui tient plus de la politique que de celui d'une banque centrale. Les résultats présentés à ce jour reflètent une réalité comptable. Les pertes seront réalisées le jour où elle se désarrimera de l'euro... Cette loi essentielle a été votée sans grand débat public et sans référendum.

Un autre exemple est celui de la loi «too big to fail» votée à l'automne 2011. Elle comprend certes le doublement des fonds propres des banques supranationales – UBS et Credit Suisse. Pourtant, cette même loi prévoit que les cordons de la bourse suisse soient en permanence ouverts via la BNS pour soutenir sans condition ces fameuses banques supposées encore suisses. En clair, les fraudeurs ou spéculateurs professionnels de la haute finance étrangers ou suisses peuvent dormir tranquillement. Le peuple suisse pourvoira à leurs manquements de manière illimitée, engageant même le patrimoine du pays. Toutes leurs actions incompetentes ou illégales seront protégées partout dans le monde pour peu qu'ils portent le label de l'une ou l'autre de ces banques. Cette loi n'a pas été soumise au peuple-créancier!

Ailleurs, ce sont les frontières nationales des informations qui sont dissoutes grâce à un échange automatique des données bancaires. Cela signifie qu'un pays souverain tel que la Suisse partage les données de ses citoyens avec des pays tiers comme s'il était sous tutelle, violant ainsi toutes les lois de son propre pays. Cette décision menace exclusivement les PME financières suisses. Rien n'empêche les supranationales ou les agences de banques étrangères présentes sur territoire suisse de récupérer les fonds gérés par ces PME et de les transférer ailleurs dans le monde. D'autre part, cette loi met en péril l'ensemble des emplois du secteur car les supranationales ainsi que les agences étrangères ne manqueront pas de se délocaliser. Cette loi improbable peu planifiée et structurée, violente par sa brusquerie, n'est pas soumise au peuple...

Les frontières géographiques sont aussi repensées. On assiste à des fusions de régions transfrontalières dans un programme de création d'espaces métropolitains. Le grand Genève en est un exemple. Pendant que l'on palabre sur le nom de l'espace, on n'aborde pas la finalité de cette création et sa gouvernance. On comprend aussi que ce genre de fusion transfrontalière ne peut se faire sans la fin du secret bancaire, de la protection des données bancaires et fiscales ou des forfaits fiscaux. Ce réaménagement géographique se fait sans l'avis du peuple.

Il a été observé que malgré les résultats favorables, une partie grandissante de la population suisse se paupérise. La politique financière ne s'en préoccupe pas. Elle continue d'accorder un soutien financier démesuré aux supranationales (entreprises, UE, USA, FMI). Pire, elle pénalise les catégories les plus vulnérables par des projets visant la baisse de la rente du 2<sup>e</sup> pilier – malgré le référendum de 2010 – ou le recul de l'âge de la retraite. Quant à la classe moyenne, elle serait la première victime de la loi sur l'augmentation des fonds propres des propriétés immobilières et de la suppression de la défiscalisation des intérêts hypothécaires.

Ce qui précède ressemble à une restructuration profonde et globale de la nation helvétique à l'image de celle des entreprises du SMI, transformées depuis en supranationales financiarisées. Leur modèle organisationnel est le business process reengineering ou le découpage d'une organisation en processus d'affaires qui recherche ni plus ni moins la performance financière couplée à une croissance permanente. La résultante en est un effacement du rôle de l'humain et de l'économie réelle au profit de la haute finance et l'installation d'une classe dirigeante (pays ou organisation) technocrate qui place la technologie au service de l'argent au-dessus de l'être humain.

Les questions sont nombreuses. Quel est le modèle final de système visé par la classe politique suisse contemporaine? Un état ultralibéraliste financiarisé? Quelle place serait laissée aux intérêts de la population? Le citoyen sera-t-il au service de la haute finance? La succession de mesures en faveur d'une économie financiarisée et la sévérité des soutiens aux catégories sociales fragiles (personnes âgées, handicapés, mères seules...) légitiment la question? D'autre part, le citoyen est sûrement intéressé de savoir si ses dirigeants ont décidé d'intégrer la Suisse dans l'UE par petits bouts de processus rendus préalablement euro-compatibles? Si oui, est-ce légal? Est-ce démocratique?

La démocratie directe suisse, cœur du succès suisse, est en danger car elle est incompatible avec un modèle technocratique. C'est un système élitiste basé sur la science et la technologie. L'homme y a peu de place. Ce schisme entre une politique technocratique et la population est aggravé par les liaisons dangereuses de certains élus avec le monde de la finance (lobbies, financement des partis politiques) par les supranationales, cumul de mandats politiques/privés, entrée d'ex-hauts fonctionnaires dans les conseils d'administration des supranationales...). On aimerait voir émerger à temps une opposition politique préservant le citoyen d'un système porteur de germes de révoltes populaires.

On aimerait voir émerger à temps une opposition politique préservant le citoyen d'un système porteur de germes de révoltes populaires